

Les retards de paiement des entreprises tombent sous les 12 jours



© 2023 Les Echos Publishing

Selon le rapport annuel de l'Observatoire des délais de paiement, remis le 14 juin dernier au gouvernement, les retards de paiement entre entreprises ont poursuivi leur baisse en 2022. Ainsi, malgré un contexte compliqué (tensions sur les approvisionnements, forte inflation, hausse drastique des coûts de l'énergie), ils sont passés en moyenne de 12,4 jours en 2021 à 11,7 jours en 2022. En outre, la proportion des « grands retards », ceux de plus de 30 jours, a retrouvé son niveau d'avant-crise sanitaire, à 6 %.

À noter que tous les secteurs d'activité bénéficient de cette évolution positive, hormis ceux de l'hôtellerie-restauration (particulièrement impacté par la crise sanitaire) et du transport-logistique, qui restent à des niveaux autour de 16 jours.

Précision : la France reste bien positionnée sous la moyenne européenne (13 jours), derrière les pays du Nord (Belgique, Allemagne, Pays-Bas) qui sont les plus vertueux en matière de retard de paiement.

Les PME bons payeurs

Si les PME demeurent les bons élèves de la classe puisque les trois quarts d'entre elles règlent leurs fournisseurs en moins de 60 jours, donc en deçà du délai légal, elles sont également les plus pénalisées par les retards de paiement, avec un effet négatif global sur leur trésorerie estimé à 12 milliards d'euros en 2021.

À l'inverse, les grandes entreprises qui paient leurs fournisseurs dans les délais ont été moins nombreuses en 2022, leur part ayant légèrement diminué pour passer sous la barre des 40 %.

Dans le secteur public, la situation va également dans le bon sens, tout au moins pour l'État qui a réduit ses délais de paiement en 2022. En revanche, les délais de paiement des collectivités territoriales et de la fonction publique hospitalière ont augmenté d'1,3 jour pour s'établir à près de 29 jours (28,9 jours).

Les contrôles de la DGCCRF

Sur les 1 219 établissements, privés et publics, contrôlés en 2022 par la DGCCRF, des anomalies ont été relevées chez 33 % d'entre eux. Comme les années précédentes, des défaillances ont été constatées chez certaines entreprises en matière d'organisation comptable (circuits de validation des factures trop longs ou trop complexes, centres de services partagés situés à l'étranger) qui sont à l'origine de nombreux retards de paiement. Les grandes entreprises étant particulièrement concernées par ces dysfonctionnements...

À noter : la DGCCRF n'hésite pas à infliger des amendes aux mauvais payeurs (33,5 M€ en 2022) et à rendre public leur nom (« name and shame »).

[Rapport 2022 de l'Observatoire des délais de paiement](#)

